



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 27 septembre 2022

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

**2022 - 146 PROJET MARTELLY
DECLASSEMENT COMPLEMENTAIRE PAR ANTICIPATION
D'UNE PARTIE DE LA TRAVERSE RIOU BLANQUET ET DE LA PARCELLE BE 285**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 19 septembre 2022, s'est réuni le mardi 27 septembre 2022 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Paul EUZIERE, Magali CONESA-MOZIN, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°134 à N°135)
Madame Annie OGGERO-MAIRE
(Prend part à la délibération N°134)
Madame Karine GIGODOT
(Prend part à la délibération N°134)
Monsieur Jean-Marc GARNIER
(Prend part aux délibérations N°134 à N°145)

Monsieur Nicolas DOYEN
(Prend part aux délibérations N°134 à N°158)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Murielle CHABERT
Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENT SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Annie DUVAL
Madame Murielle CHABERT à Monsieur le Maire
Madame Mélanie ZARRILLO à Madame Valérie COPIN
Madame Annie OGGERO-MAIRE à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Philippe BONELLI
Monsieur Nicolas DOYEN à Madame Catherine BUTTY
Madame Karine GIGODOT à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Monsieur Charles FERRERO est élu secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 juin 2022.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2022 - 136

**CIMETIERES
CONSTRUCTION D'UN CREMATORIUM AU CIMETIERE DES ROUMIGUIERES A GRASSE
LANCEMENT DU MARCHÉ DE CONCEPTION-REALISATION**

**VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL**

2022 - 146

DU 27 SEPTEMBRE 2022

**PROJET MARTELLY
DECLASSEMENT COMPLEMENTAIRE PAR ANTICIPATION
D'UNE PARTIE DE LA TRAVERSE RIOU BLANQUET ET DE LA PARCELLE BE 285**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La présente délibération consiste à approuver le déclassement par anticipation d'une partie de la « traverse du Riou Blanquet » d'une superficie de 75 m² et d'une partie de la parcelle cadastrée BE 285 pour une superficie de 47 m² ayant pour finalité la cession des emprises au profit de la Société Publique Locale Pays de Grasse Développement en sa qualité d'aménageur de la ZAC, pour la mise en œuvre du projet.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JURIDIQUE		

Monsieur Christophe MOREL expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment ses articles L. 2141-1 et L. 2141-2

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L. 141-3, R. 141-4 à R. 141-10,

Considérant que par délibération n°2018-007 en date du 20 février 2018, le conseil municipal a approuvé le déclassement par anticipation à leur désaffectation d'une partie de la « Traverse de Riou Blanquet », de « l'Allée du Huit Mai 1945 » et du parc de stationnement Martelly.

Considérant que le projet tel que proposé lors de cette enquête publique a évolué par la prolongation du bâtiment édifié en façade du parc de stationnement Notre Dame Des Fleurs.

Considérant qu'à ce titre, une enquête publique complémentaire a eu lieu au mois de mars 2018, portant déclassement complémentaire d'une partie de la « Traverse de Riou Blanquet » d'une superficie de 75 m² et d'une partie de la parcelle cadastrée BE 285 d'une superficie de 47 m².

Considérant que par délibération du conseil municipal n° 2018-108 en date du 26 juin 2018, il a été approuvé le déclassement par anticipation d'une partie de la « Traverse de Riou Blanquet » d'une superficie de 75 m² et d'une partie de la parcelle cadastrée BE 285 d'une superficie de 47 m², la délibération effective devant intervenir dans un délai de trois ans,

Considérant que la désaffectation effective n'étant pas intervenue dans ledit délai, il y a lieu de procéder à une nouvelle enquête publique préalablement au déclassement par anticipation des voies communales susmentionnées.

Considérant qu'une enquête publique sur le projet de déclassement d'une partie de la « Traverse de Riou Blanquet » d'une superficie de 75 m² et d'une partie de la parcelle cadastrée BE 285 d'une superficie de 47 m² s'est tenue du 1^{er} juillet 2022 au 15 juillet 2022 inclus,

Considérant que le commissaire enquêteur, Monsieur Alfred Martinez, a émis un avis favorable sans réserves ou prescriptions au déclassement d'une partie de la « Traverse de Riou Blanquet » d'une superficie de 75 m² et d'une partie de la parcelle cadastrée BE 285 d'une superficie de 47 m²,

Considérant que les voiries communales ont été estimées à l'euro symbolique chacune par le service des domaines.

Considérant qu'en vertu de l'ordonnance du 19 avril 2017, les collectivités territoriales disposent de la possibilité de déclasser de manière anticipée leur domaine public dès-avant leur désaffectation effective. Ainsi, l'article L. 2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques ouvre la possibilité de déclasser et céder immédiatement une dépendance du domaine public qui est encore affectée au service public ou à l'usage direct du public, mais dont la désaffectation a d'ores et déjà été décidée. Ce déclassement anticipé doit être justifié par l'usage direct du public des biens. En outre, la désaffectation effective doit intervenir dans un délai ne pouvant excéder trois ans.

La cession avec déclassement anticipé donne lieu à une délibération motivée de la collectivité sur la base d'une étude d'impact pluriannuelle tenant compte de l'aléa inhérent à la construction et à la réalisation du projet.

Considérant que compte tenu de l'usage direct du public des emprises susmentionnées, il est proposé de déclasser par anticipation à leur désaffectation une partie de la « Traverse de Riou Blanquet » d'une superficie de 75 m² et d'une partie de la parcelle cadastrée BE 285 d'une superficie de 47 m².

Considérant que la désaffectation effective des biens devra intervenir dans les 3 ans à compter de l'adoption de la présente délibération conformément également à l'étude d'impact annexée.

Compte tenu de ces éléments et de l'avis de France Domaine, il vous est proposé :

- a) De déclasser, par anticipation à leur désaffectation, une partie de la « Traverse de Riou Blanquet » d'une superficie de 75 m² et d'une partie de la parcelle cadastrée BE 285 d'une superficie de 47 m² conformément au plan annexé à la présente
- b) D'autoriser la cession des dites emprises à la société publique locale Pays de Grasse Développement moyennant la somme d'un euro symbolique.
- c) De donner pouvoir au Maire ou à l'adjoint délégué pour signer les actes inhérents au déclassement et à la cession.
- d) Dire que l'ensemble des frais taxes et honoraires liés à l'établissement de l'acte authentique soient supportés par l'acquéreur.

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie dans sa séance du 6 septembre 2022,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le déclassement par anticipation conformément aux dispositions de l'article L. 2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques d'une partie de la « Traverse de Riou Blanquet » d'une superficie de 75 m² et d'une partie de la parcelle cadastrée BE 285 d'une superficie de 47 m² telles que représentées sur le plan annexé à la présente délibération, ainsi qu'à l'étude d'impact également annexée ;
- **DIRE** que la désaffectation effective de la partie de la « Traverse de Riou Blanquet » d'une superficie de 75 m² et de la partie de la parcelle cadastrée BE 285 d'une superficie de 47 m² telles que représentées sur le plan ci-annexé devra intervenir dans les 3 ans à compter de l'adoption de la présente délibération ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à effectuer toutes les démarches et formalités requises en vue des déclassements, du constat de la désaffectation effective du domaine public communal et de la cession ;

- **AUTORISER** la cession des voiries communales et emprises publiques citées ci-dessus à la société publique locale Pays de Grasse Développement moyennant la somme globale d'un euro symbolique conformément à la délibération n°2016-125 en date du 28 juin 2016 ;
- **STIPULER** dans l'acte authentique de vente ce qui suit, conformément à l'article L 2141-2 CGPPP :
 - Que la désaffectation de l'immeuble vendu devra intervenir au plus tard le 27 septembre 2025 (avec prorogation possible de 3 ans) ; elle sera constatée par exploit d'huissier réalisé avant la signature de l'acte de cession à la SPL GRASSE DEVELOPPEMENT,
 - Les conditions de la libération de l'immeuble vendu savoir : libération effective et constatée par exploit d'huissier réalisé avant la signature de l'acte de cession,
 - Une condition résolutoire de la vente en cas de non désaffectation du bien dans le délai ci-dessus imparti,
 - Les conséquences de la résolution de la vente : retour du droit de propriété du bien vendu à la Commune qui devra restituer les fonds perçus pour le paiement du prix,
 - Aucune pénalité ne sera due par la Commune à l'acquéreur en cas de résolution de la vente pour non désaffectation dans le délai défini.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 36 voix pour et 7 voix contre : Monsieur EUZIERE, Madame CONESA, Madame ADDAD, Monsieur de FONTMICHEL, Madame LAZREUG, Monsieur CASSARINI, Monsieur CAMERANO.

Delibération affichée le 28 SEP. 2022
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,



[Handwritten signature in blue ink]